

Commune de CHEVILLY

Envoyé en préfecture le 21/01/2026

Reçu en préfecture le 21/01/2026

Publié le 21/01/2026

ID : 045-214500936-20260120-U\_25\_PC11-AR



date de dépôt : 30/11/2025

demandeur : **Monsieur Ilhan SUBASI et Madame Margaux SUBASI**

pour : **Construction d'une maison individuelle avec garage intégré**

adresse terrain : **Rue Sourde, 45520 Chevilly**

**ARRÊTÉ**

**refusant un permis de construire  
au nom de la commune de CHEVILLY**

**Le Maire de CHEVILLY,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 30/11/2025 par Monsieur Ilhan SUBASI et Madame Margaux SUBASI demeurant 414 Rue des Glaises, 45770 Saran.

Vu l'objet de la demande :

- Construction d'une maison individuelle avec garage intégré ;
- sur un terrain situé Rue Sourde, cadastré 1L1340 45520 Chevilly;
- pour une surface de plancher créée de 146,53 m<sup>2</sup>;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H) approuvé le 25 mars 2021, mis à jour le 08 mars 2023 et le 14 janvier 2025, modifié le 30 mars 2023 et mis en compatibilité le 16 mai 2024, modifié le 18 septembre 2025 ;

Vu l'arrêté interministériel du 08 juin 2016 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle de la commune dû aux inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 05 juin 2016 ;

Vu l'arrêté interministériel du 21 mai 2019 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle de la commune dû aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols du 1er octobre 2018 au 31 décembre 2018 ; ;

Vu le règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) du Loiret, approuvé par arrêté préfectoral du 20 Décembre 2016 ;

Vu l'avis d'ÉNEDIS, l'électricité en réseau ERDF - cellule AU-CU en date du 22/12/2025 ;

Vu l'avis du Syndicat Intercommunal pour le Ramassage et le Traitement des Ordures Ménagères de la Région d'Artenay (SIRTOMRA) en date du 10/12/2025 ;

Vu l'avis de la Communauté de Communes de la Beauce Loirétaine (CCBL), service cycle de l'eau, en date du 10/12/2025 ;

Vu la non-opposition à la déclaration préalable DP n°045 093 24 Y0009 en date du 17/04/2024 ;

Considérant que le terrain susvisé est situé en zone UB2a du Plan Local d'Urbanisme intercommunale correspondant au secteur résidentiel moins dense composé majoritairement de maisons individuelles ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'une maison individuelle avec garage intégré ;

Considérant que le projet est implanté à 3,29 mètres de la limite séparative Sud dont la façade comporte des vues ;

Considérant que le projet ne respecte pas II-B de la zone UB2a du règlement du PLUi-H qui impose que « les constructions peuvent être implantées sur une limite séparative maximum ou en retrait : - si la façade en vis-à-vis de la limite comporte au moins une ouverture créant des vues, la marge de retrait minimale

est fixée à 6 mètres ; - si la façade en vis-à-vis de la limite ne comporte pas d'ouvertures créant des vues, la marge de retrait minimale est fixée à 3 mètres »

## ARRÊTE

### Article 1

Le permis de construire est REFUSÉ.

Envoyé en préfecture le 21/01/2026

Reçu en préfecture le 21/01/2026

Publié le 21/01/2026

ID : 045-214500936-20260120-U\_25\_PC11-AR



Le 20 JAN. 2026  
Le Maire,



HUBERT JOLLIET

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

#### Transmis en Préfecture le :

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi directement en vous déplaçant sur site, par voie postale ou par l'application informatique « Télérécoeurs citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecoeurs.fr>.

Il peut également dans un délai d'un mois suivant la date de notification, saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux.